

IL FAUT CULTIVER NOTRE JARDIN

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Ce fut une semaine décourageante. Nous avons vu le triste spectacle de responsables européens se prosternant devant le grand Mamamouchi de Floride. Alors que l'ambition de Donald TRUMP est seulement de doper les exportations du complexe militaro-industriel américain ! Tels les féaux de l'Empereur de Chine, ils ont déposé tribut à ses pieds : une promesse grotesque de porter à 5% du Pib d'ici à 2035 le budget militaire de chacun des membres européens de l'OTAN. En fait, l'engagement porte sur 3,5% - avec en sus 1,5% de maquillage - mais même le doublement du budget militaire est absurde, quand la totalité des budgets européen actuels est trois fois supérieure au budget militaire de la Russie armée jusqu'aux dents (*Les Échos* 27 juin 25). Le vrai problème est de s'accorder sur une industrie européenne de défense, plutôt que de fabriquer ses armes chacun dans son coin.

À La Haye, le Président français a pris cet engagement intenable à long terme. Tandis qu'à Paris, son gouvernement a réduit de 15000 le nombre des contrats de service civique, qui ne seront plus que 72000 missions d'intérêt général, privant d'espoir de nombreux jeunes, et de respiration tant d'associations et collectivités locales ; et ceci, à la moitié de l'année en cours (*Le Monde* 27 juin 25).

Autre motif de morosité : le manque de vision du patronat (MEDEF) qui a refusé d'avaliser la proposition courageuse de la CFDT, premier syndicat du secteur privé, d'accepter l'âge légal de la retraite à 64 ans ainsi que la sous-indexation des retraites pour éviter la dégradation inéluctable du régime de répartition {quelle audace !}, avec pour contreparties des dispositions de départ plus favorables dans les métiers pénibles et pour les mères de famille.

Terminons les regrets par le Parti socialiste dont je fais encore partie qui, sur ce même sujet des retraites, non seulement n'avalise pas le compromis syndical, mais dépose une motion de censure contre le gouvernement, pour ressouder les rangs d'un parti sans tête ni programme. Espérons que, à l'opposé de cet esprit mesquin, les militants socialistes choisiront le 30 juin la candidature à la Mairie de Paris de l'excellent Emmanuel GRÉGOIRE, élu de terrain, empathique, travailleur, actuellement député, plutôt que celle du sénateur incolore issu de l'appareil.

L'été approchant, la tentation de Normandie devient donc forte afin d'y cultiver notre jardin, loin des turbulences du monde et de la France. D'autant que Catherine a planté dans sa planche du potager trois patates grimpanes, qui lui ont été données en janvier par un restaurateur végétarien de Nara, au Japon. Les trois tubercules ont lancé vers le ciel des lianes qui s'enroulent vigoureusement autour de bambous. Les fruits doivent pendre en grappes ? Nous verrons à l'automne.

« Cultiver notre jardin » ! C'est le moment de relire le conte de VOLTAIRE, *Candide ou l'optimisme*, publié en 1759 par un philosophe vieillissant revenu de tout. Au lieu de la bluette dont j'avais gardé un plaisant souvenir scolaire, j'ai découvert un conte cruel, où le brave Candide, jeune homme bien sous tous rapports, est éduqué par un précepteur dérangé, Pangloss, qui lui enseigne que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. « Tout a une fin : les nez ont été faits pour porter des lunettes, aussi avons-nous des lunettes ». Amoureux de la belle Cunégonde, il court à sa recherche à travers un monde dominé par les soudards, les despotes, les femmes étant violées ou prostituées. Enfin, dans une métairie, il réunit sa dulcinée devenue laide, son serviteur et ses professeurs. Moralité de Voltaire : « L'optimisme est la rage de soutenir que tout est bien quand tout est mal » !

Bien au contraire, j'ai pris jeudi un bon bain d'optimisme à la « Triennale pour l'engagement » de France Active. Dans un tiers-lieu proche de l'Île-Saint Denis (93), le réseau que j'ai présidé 18 ans a réuni 500 jeunes, jeunes actifs ou jeunes retraités, salariés ou bénévoles, pour se féliciter du travail accompli depuis cinq ans et pour infléchir la stratégie de cette fédération de 35 associations territoriales, de deux structures financières, France Active Garantie et France Active Investissement, et d'une association nationale, présidée par Pierre-René LEMAS. Citons quelques chiffres sur la seule année 2024 : 850 salariés et 3000 bénévoles, 491 millions d'euros mobilisés, 37 000 entreprises financées et/ou accompagnées, 70 000 emplois créés ou consolidés (dont 37% pour des personnes en grande précarité et 31% de moins de 30 ans).

Sur le thème « *Agir pour faire société ?* », nous avons passé une matinée revigorante. Pierre-René Lemas a démontré que, dans un monde qui change, France Active doit changer. La crise, a-t-il rappelé, a de multiples dimensions : climatique {un fort orage est venu le rappeler durant cette matinée} ; technologique (quelques entreprises veulent dominer la politique) ; démographique (la précarité s'étend et le pouvoir de vivre des plus faibles est de plus en plus menacé, notamment celui des familles monoparentales) ; démocratique (la lassitude démobilise les citoyens). Sur le principe de la transition indispensable, tout le monde est d'accord ; mais sur l'action à mener et sur la société à reconstruire, il en va différemment. Le président a souligné les valeurs qui animent le réseau depuis sa création par Claude ALPHANDÉRY : solidarité (il n'y aura de sortie de crise que dans l'émancipation collective) ; coopération (plus forts ensemble) ; territoire (les solutions sont sur le terrain) ; subversion (il faut changer le système économique de l'intérieur, avec les banques rassurées par la garantie, et en poussant les futurs retraités vers l'épargne solidaire). Créer de la valeur ? Oui, mais pas seulement financière. Aller au-delà de l'appât individuel du gain pour reconstruire une société humaine et démocratique.

Ensuite sont intervenues quatre personnalités engagées. Mathilde IMER, que nous avons connue durant la Primaire populaire en 2021 (Lettre 931), a piloté la Convention citoyenne sur le Climat et s'est enracinée dans la Drôme, où elle est

charpentière dans la coopérative Cabestan de 300 artisans. Elle a dénoncé les décisions erratiques de l'État sur *maprimerenov* qui a ouvert des crédits pour isoler les logements du froid et de la chaleur, puis les a réduits brutalement pour les rétablir partiellement ensuite avec une autre définition. Ces oscillations sont meurtrières pour les petites entreprises dépourvues de trésorerie et génèrent un climat de méfiance dont profite l'extrême-droite. Mathilde Imer dénonce aussi le pouvoir des *lobbies* qui ont « dézingué » la majorité des propositions de la Convention citoyenne sur le climat. Et elle regrette qu'à la différence de la Suisse ou de l'Allemagne, le travail manuel soit « monstrueusement » moins payé que le travail intellectuel. Mais elle garde espoir : « Être dans le lien plutôt que le jugement » pour rapprocher les ruraux et les métropolitains ; aider les jeunes toujours motivés mais mal informés à s'inscrire sur les listes électorales ; et surtout, développer le modèle coopératif !

Maire de la commune de l'Île-Saint-Denis, Mohamed GNABALY nous a conté les années de galère pour persuader les autorités d'implanter une coopérative agricole sur l'île, visant à créer du lien et donner de l'espoir aux habitants souvent étrangers ; « réparer les sols (pollués) et réparer les gens » ! Bel exemple d'entrepreneuriat collectif, extraordinairement tenace dans un monde paralysé par la routine et distrait par le crépitement des informations.

Professeure à l'École des Mines, Blanche SEGRESTIN nous a convaincus en rappelant une règle du droit maritime vieille de 2500 ans. Quand vient la tempête, le capitaine a le droit de jeter une partie de la marchandise par-dessus bord pour sauver l'équipage, le bateau et le fret subsistant ; et le coût de cette perte est partagé entre toutes les parties (l'armateur, le commerçant et l'équipage). Plutôt que le principe individuel du « pollueur-payeur », il faut inventer une responsabilité collective !

Ancien vice-président du GIEC (publiant les rapports d'alerte sur le climat), Jean JOUZEL a conclu en affirmant que, même au creux de la vague (avec les récents reculs français et européens sur la transition climatique), il reste optimiste. « Le *backlash* (choc en retour) climatique est une construction des acteurs politiques ». Les sondages montrent que l'inquiétude en profondeur sur les conséquences du réchauffement n'a pas changé. Ses trois messages sont inégalités/sobriété/solidarité. Inégalités : ce sont les plus pauvres qui, au Sud ou dans les pays développés, souffrent le plus et doivent être secourus par priorité. Sobriété : plutôt que ce mot un tantinet moralisateur, il préfère *sufficiency*, qui assure à chacun des moyens de vivre suffisants. Solidarité : il faut « porter le regard vers les autres ». Il ajoute : l'inaction aujourd'hui coûtera beaucoup plus cher dans dix ans. Et il s'engage personnellement à convaincre de la crise climatique des hauts fonctionnaires, ainsi que des écoliers et étudiants.

Cultivons notre jardin ? Oui, cultivons la société en arrachant systématiquement le liseron de l'individualisme étouffant, le chiendent du conditionnement numérique et la ronce du populisme despotique !

27 juin 2025